

influences anglaises et autres. Le cadre du jeu politique est ainsi bien tracé et les acteurs clairement annoncés. Mais cette méthode, cette étude de cas n'est pas exempte de tout reproche : elle ne permet pas toujours de saisir les éléments fondamentaux de l'évolution politique d'une région ; or, c'est ce qu'il est important de connaître. Certes, les données propres à chaque Etat ne sont nullement à négliger, elles peuvent être parfois déterminantes - mais elles sont souvent contingentes et peuvent même masquer des courants plus profonds. Par exemple lorsque M. Alexandre examine les constitutions, les régimes et les idéologies, une confrontation plus rigoureuse des expériences eût été d'un apport certain. C'est qu'en effet, la méthode comparative, sans en abuser, constitue une voie très féconde en science politique car elle permet souvent une mise à nu et une meilleure compréhension des institutions. Dans le cas présent, le lecteur assidu peut se livrer à cet exercice à partir des éléments nombreux et de qualité apportés par l'auteur mais on aurait aimé que celui-ci aille au delà de l'exposé méthodique.

III. Après ces deux études globales, suivent quatre chapitres consacrés à quatre expériences nationales. Le premier relatif à la Guinée est de M. Charles qui s'est spécialisé dans l'étude de ce pays puisqu'on lui doit déjà un article (*in Revue française de science politique*, 1962) et un ouvrage (*Guinée*, Lausanne, 1963). C'est nettement la meilleure des quatre monographies car elle donne plus que l'essentiel de ce qui doit être connu sur les institutions constitutionnelles et parti la politique économique et les relations extérieures de la Guinée. On peut bien contester tel chiffre, tel fait ou telle appréciation, mais l'ensemble est remarquable et l'on ne peut que souhaiter pareille monographie sur chaque Etat Africain. Les contributions de MM. Boyon sur le Ghana, Tolen sur le Cameroun et Feuer sur Madagascar sont intéressantes mais beaucoup moins instructives ; elles auraient gagné à être plus étoffées, mieux fournies en renseignements et plus originales dans les développements.

En tout cas l'ensemble de l'ouvrage est d'un apport doublement avantageux : pour le « political scientist » qui est incité à la réflexion et pour le lecteur qui veut s'informer honnêtement et sérieusement sur l'évolution politique du continent noir.

Ahmed MAHIOU

Daniel EWANDE. — *Vive le Président !* Albin Michel, Paris, 1968, 223 p.

Voici le premier pamphlet sur l'Afrique noire et dû à un Africain. Avec un titre accrocheur et accompagné d'une bande publicitaire portant une inscription qui peut servir de sous-titre : « *le rire vengeur d'un Africain en colère* », l'ouvrage tient ses promesses et le lecteur, en dévorant les pages, partage souvent, et le rire et la colère de Daniel Ewandé.

Dès l'introduction du livre, le départ est donné : « De tout temps ce ne fut jamais facile d'être africain. De nos jours, c'est presque un défi ». Et l'auteur d'en entreprendre la démonstration parfois mathématiquement ! (cf. p. 210-213) en passant tous les chapitres de la vie quotidienne africaine et en déroulant sous nos yeux les scènes de la « fête africaine » mêlée de fête coloniale, néo-coloniale et surtout « présidentielle ». Le Président ou plus exactement le Bon Président car il n'y a que des Bons Présidents en Afrique est le héros de l'ouvrage dont il ouvre et clôt les trente et un courts et virulents chapitres. Utilisant tour à tour l'allusion, l'attaque directe, le style elliptique, l'image - choc, le jeu de mots, la dérision, le polémiste fait feu de tout bois et ses flèches acérées ne font point de quartier. Tout le monde en prend pour son grade.

A tout seigneur tout honneur, d'abord le Bon Président. « Tous les hommes sont mortels. Les Présidents sont des hommes supérieurs. Donc les Présidents sont immortels ». C'est ainsi qu'on apprend la logique aux enfants des écoles, car, ajoute l'auteur, « il n'y a de mortel dans nos pays que les oppositions - quand elles existent ». Sur cette lancée Daniel Ewandé passe en revue les mérites et vertus des Bons Présidents qui pratiquent le gaspillage comme œuvre de salubrité publique tout en trouvant plus judicieux de faire des économies sur les économiquement faibles, font construire des monuments pour garantir leur postérité, se créent des cours de serviteurs tout en allant, à leur tour, faire la cour ailleurs pour bénéficier de la philanthropie internationale. Pour ce faire, ils s'entourent de bons serviteurs, dont les ministres.

Le portrait du bon ministre, tracé vigoureusement et schématiquement de main de maître, peut être résumé dans ces deux phrases : « Ni technicien spécialisé, ni universitaire fumeux, c'est un homme qui à l'éminent privilège de ne rien savoir, mais d'être capable de tout. Pour tout dire c'est l'homme de la situation ». C'est là, en somme, la définition abstraite ou le portrait-robot du ministrable qui prend forme lorsque l'auteur le retouche et l'éclaire par une incidente : « Après tout, être ministre cela veut dire gagner en un seul mois ce que le manœuvre le mieux payé du pays ne peut amasser qu'en une quinzaine d'années... »

Ceux qui ne réalisent pas la solide espérance d'être ministre bien que chacun ait sa chance choisissent la carrière de député, car, tout de même, « Il est plus agréable de participer à l'édification du pays dans des locaux bien climatisés, confortables et luxueux plutôt que de transpirer comme un bœuf sous le soleil des tropiques », surtout que pour être député « il faut encore moins d'aptitude que pour être ouvrier spécialisé, manœuvre agricole ou docker » !

S'agissant des intellectuels, le Bon Président ne peut que se méfier sans cesse de leurs complots ; il a beau les enrégimenter, les mettre en prison, les acheter, ils lui font toujours peur car « l'esprit doit être quelque chose de bien diabolique, puisque malgré les entraves il reste toujours libre : c'est effrayant », à moins qu'il ne s'agisse de

« ces révolutionnaires des restaurants universitaires qui font des rêves de bourgeois ». Au demeurant pour se garantir d'une révolution, il y a l'armée, « ce grand corps d'avenir » composé d'anciens, bons et loyaux serviteurs de la Métropole, d'officiers de parades qui se sont servis eux-mêmes en matière de galons et épaulettes depuis l'indépendance. Toutefois, constate l'auteur, l'armée commence à compter dans ses rangs « des jeunes loups, militaires à moitié intellectuels ».

« Seigneur ! Si les intellectuels vont même se nicher dans l'armée, à quel saint nous vouer », conclut notre auteur.

Que devient la démocratie dans tout cela ? La démocratie occidentale est mise hors la loi. En effet à quoi sert un parlement du moment qu'il n'y a pas d'opposition (interdite) et que la volonté générale est exprimée par le Bon Président ? Surtout, une Chambre où tout le monde est du même avis, c'est-à-dire celui du Bon Président, est superflue et, en outre, elle est inutilement onéreuse : « pour un pays qui peut dénombrer une centaine de députés, il faut compter par an cinq cent millions de francs dépensés en pure perte. Il faut sans doute admettre que ce luxe est généralement au-dessus de nos moyens ». Par ailleurs, que la démocratie soit « militaire, civile, pure ou corrompue », elle s'appuie invariablement sur le parti unique qui constitue un bureau d'embauche car il donne accès aux bonnes places.

Daniel Ewandé évite généralement de faire le procès des personnes pour s'en prendre aux institutions et aux fonctions, abstraitement. Toutefois il lui arrive de désigner nommément sa victime et c'est ainsi que M. Senghor fait l'objet d'une exécution sommaire. En tant que Bon Président modèle (« étalon-Senghor », tel est le titre du chapitre qui lui est consacré), le leader sénégalais est cloué au pilori, car ce « grand poète du terroir plus hermétique encore que Mallarmé » n'est pas à une contradiction près, « mi-carpe, mi-lapin, il est, ajoute l'auteur, catholique fervent au milieu de musulmans fanatiques, socialiste et libéral, adversaire de la balkanisation et briseur de la Fédération du Mali, ardent francophone et chantre de la négritude, rationaliste et émotif » ! Quant à la doctrine de M. Houphouët-Boigny, c'est un capitalisme méthodique ou progressif qui « dans le même sens que le pouvoir répandra ses bienfaits du haut en bas de la société. La tête d'abord, le reste ensuite... (car) quand on n'a pas assez d'argent pour s'habiller entièrement, il faut toujours commencer par s'acheter un chapeau ».

A dessein nous avons reproduit plusieurs lignes de ce pamphlet, mais cela ne donne qu'une idée vague de l'ensemble où certaines phrases résonnent comme des maximes : « Le désordre, c'est l'ordre qui vous profite mal » ; « La constitution vaut ce que vaut le Président : tout ou rien » ; « L'industrie florissante ici est l'Etat, que nous exploitons à l'envi » , « Il en est des opinions comme des monnaies. Quand il y en a beaucoup trop en circulation et de plusieurs espèces, on risque de les soupçonner toutes d'être fausses ».

En lisant Daniel Ewandé, on peut sourire ou être irrité, on peut

contester la sévérité et souvent la férocité sous l'ironie, on peut trouver trop acide le breuvage, mais l'on ne saurait contester la naissance d'un authentique polémiste africain. Que les adversaires de l'Afrique Noire trouvent dans ce recueil de quoi satisfaire leur rancune, cela n'est que trop évident ; mais cela importe peu et n'empêche point de regarder le continent africain à travers l'œil sévère mais lucide de d'un de ses enfants.

Ahmed MAHIOU

Le rôle extra-militaire de l'Armée dans le Tiers-Monde. — Publications du Centre d'Etudes des Relations Politiques de Dijon, sous la direction de Léo HAMON, Paris, P.U.F., 1966, 457 p.

Le rôle extra-militaire de l'Armée... voilà un programme déjà fort intéressant en lui-même, mais qui devient passionnant lorsqu'il s'agit du Tiers-Monde où actuellement la majorité des régimes politiques reposent précisément sur l'Armée. Cependant l'étude d'un tel sujet n'est pas aisée pour plusieurs raisons dont deux essentielles : d'une part le secret qui entoure, en principe, les « choses » intéressant l'armée, d'autre part cette sorte de pudeur qu'il y a à étudier les régimes militaires comme si l'on voulait les conjurer en faisant sur eux le silence.

I. — Il faut donc savoir gré au Centre d'Etudes des Relations Politiques de Dijon qui, sous la direction du professeur Léo Hamon, a retenu comme thème d'un colloque le rôle de l'Armée dans le Tiers-Monde. La technique du colloque offre un avantage évident comme moyen d'approche des problèmes : réunion de spécialistes de plusieurs disciplines, discussion et enrichissement des rapports présentés, confrontations. L'appel, fait ici, à des militaires est d'un grand intérêt car il s'agit d'un domaine bien connu d'eux, surtout que la plupart ont occupé des fonctions (généralement attachés auprès des ambassades) qui leur ont permis une meilleure connaissance des choses dont ils parlent et qui auraient échappé aux méthodes traditionnelles d'investigation des chercheurs. L'examen a essayé de toucher les différentes régions du Tiers-Monde : Afrique, Asie, Amérique Latine. Treize pays font l'objet d'un rapport : Tunisie, Maroc, Congo-Léopoldville, Egypte, Irak, Israël, Iran, Turquie, Inde, Pakistan, Birmanie, Cambodge, Indonésie. Deux rapports englobent des régions entières, l'un sur l'Afrique noire francophone, l'autre sur l'Amérique Latine. Enfin, un rapport final fait la synthèse de l'ensemble des observations dégagées.

Cette méthode d'approche appelle toutefois quelques remarques. Tout d'abord le caractère interdisciplinaire n'est qu'une apparence : sur les seize rapports présentés au total, dix le sont par des militaires qui conservent d'ailleurs l'anonymat, un par un journaliste, deux par un haut fonctionnaire, trois par trois universitaires. Il faut donc noter